



Union Départementale **CGT** du Var

13 Avenue Amiral Collet - 83000 Toulon

Tél. : 04 94 18 94 50 - Courriel : ud83@cgt.fr - Web : ud.cgt.fr

Fonction Publique :

Pourquoi

«Ils» seront à nouveau dans l'action

le 29 novembre ?

Le 29 novembre prochain, les agents de la fonction publique seront à nouveau dans l'action à l'appel de leurs organisations syndicales **CGT, FSU, FAFP et Solidaires**.

En l'état actuel, les projets de lois de finances et de financement de la Sécurité sociale confirment la volonté gouvernementale d'asphyxie et d'étranglement budgétaire de toutes les dimensions de l'action publique. Celles de l'Etat, des collectivités territoriales, des hôpitaux et plus largement encore de la Sécurité sociale. Cela se traduit par une nette dégradation des conditions de vie au travail des salariés de la fonction publique mais aussi par **des conséquences déjà mesurables pour les citoyens** que nous sommes tous.

La situation dans le Var :

L'hôpital au bord du burn-out !

L'Hôpital est éreinté par les différentes réformes successives.

Le Projet de loi de finances de la Sécurité sociale 2017 poursuit dans la même logique de restriction budgétaire.

Cela va signifier : + de pressions dans les services déjà surbookés, des files d'attente qui s'allongent, une organisation du système de soins qui s'éloigne de la population.

Après la fermeture de la maternité de la Seyne, c'est le service de réanimation de l'Hôpital de Hyères qui a été fermé, à l'Hôpital de Brignoles, des lits de chirurgie ont été supprimés et l'activité est aujourd'hui menacée. Des déserts médicaux sont créés. Le personnel de la santé et de l'action sociale qui s'est déjà mis en grève et a manifesté dans tout le pays, le 8 novembre, poursuit ses actions pour dire qu'une autre politique de santé et d'action sociale est possible.

La fonction publique territoriale

Aujourd'hui dans le var la situation de nombreux agents est de plus en plus périlleuse.

Dans la Fonction Publique Territoriale, un emploi sur cinq est contractuel. Le nombre d'agents non titulaires, licenciables sans préavis explose ainsi que les mauvaises conditions de travail. Par conséquence la qualité du service rendu à l'usager se dégrade de plus en plus.

- Qui n'a pas râlé devant des bureaux qui sont ouverts de moins en moins longtemps ?
- Des rendez vous qui sont de plus en plus lointains ?

Quiconque a eu à se rendre dans une mairie, un service du Conseil Départemental ou de l'intercommunalité a sûrement rencontré des personnels compétents mais qui trop souvent répondent « qu'ils ne peuvent plus », « n'ont pas le droit », « doivent faire payer », « ne pourront pas le faire avant longtemps » etc.

C'est pour combattre tout cela, pour la fierté de pouvoir bien travailler et de répondre positivement aux besoins exprimés par la population que les salariés de la fonction publique, **avec la CGT, réclameront une nouvelle fois les moyens nécessaires au bon fonctionnement des services.**

Aux Finances Publiques, comme partout dans la Fonction Publique, les politiques d'austérité menées n'ont pour objet que le démantèlement du service public fiscal et foncier.

Dans le Var, plus de 400 postes ont été supprimés depuis 15 ans alors que la population a augmentée de plus de 12%.

Conséquences : les missions ne peuvent plus être assurées correctement.

Alors, c'est l'usager qui «trinque» du fait de **la fermeture des services de proximité**. C'est le cas de la Trésorerie de Rians au 1/01/2017 après celle de La Roquebrussanne. Celle de Carcès est en sursis. C'est aussi **la réduction des horaires d'ouverture** des accueils sur l'ensemble des sites (Toulon sera fermé le mercredi et le vendredi après-midi par exemple). C'est aussi **le transfert de certains services** sur d'autres sites.

30 suppressions de postes sont encore programmées en 2017.

La dématérialisation (le tout Internet) place de nombreux contribuables, notamment les plus démunis et les plus âgés, dans **une situation inégalitaire**.

Pire encore : la mise en place programmée du **prélèvement à la source de l'impôt** ne fait que confirmer la volonté du démantèlement opéré. Ce n'est ni plus ni moins que la privatisation de la mission du recouvrement.

Ce recouvrement sera opéré par les employeurs.

Cela pose plusieurs problèmes : accès aux informations personnelles et fiscales des salariés mais aussi tarder à reverser voire refuser de le faire pour répondre à leurs difficultés de trésorerie, comme ils le font actuellement pour le reversement des cotisations sociales.

Cinq années de régression sociale dans l'éducation nationale.

Moyens : les promesses de Hollande ne sont pas tenues. Le nombre d'enseignants est notoirement insuffisant. Il ne permet pas de décharger les classes ni de remplacer les professeurs absents. Les 5000 postes de RASED (prof aidant les enfants en difficultés) supprimés sous Sarkozy n'ont pas été recréés. Le recours à des professeurs contractuels, non formés, se multiplie dangereusement.

Territorialisation : la réforme des rythmes scolaires, outre ses effets désastreux sur les enfants (fatigue et rythmes effrénés...), débouche sur une inégalité de l'offre des activités selon les communes. Les conséquences sont parfois aussi lourdes pour les parents : obligés de se libérer en milieu d'après-midi et/ou de payer les activités.

Autonomie des établissements : la réforme des collèges renforce l'autonomie des établissements en les laissant libres des choix d'enseignements. Elle entraîne la mise en concurrence des enseignants et des disciplines et porte un coup au caractère national des programmes.

Déclassement : le nouveau système de rémunération (PPCR) présenté comme une «revalorisation», entérine un objectif : des carrières en 2020 qui seront inférieures à celles de l'an 2000. Toujours moins de pouvoir d'achat après un blocage des salaires depuis 2010 comme dans l'ensemble de la fonction publique !

Le projet de lois de finances 2017 marqué par l'austérité budgétaire, la poursuite des suppressions d'emplois, de nouvelles et conséquentes amputations de crédits ne fera qu'aggraver la situation.

Les syndicats CGT, FSU, FAFP, Solisaires appellent l'ensemble des salariés et la population à participer aux rassemblements organisés partout dans le pays.

Pour des services publics de qualité

Mobilisons-nous !

Rassemblement à Toulon

Mardi 29 novembre 2016

11 H. 00 devant la Préfecture du Var

ud83.cgt.fr